

MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

F. 89 — 1181

22 MAI 1989. — Règlement modifiant l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité

Le Comité de gestion du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité.

Vu la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, notamment l'article 12, 4°;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, pris en exécution de l'article 152, § 1^{er}, de la loi précitée;

Après en avoir délibéré au cours de sa séance du 22 mai 1989,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 9bis, § 5, du chapitre VIIbis de l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, ainsi que l'annexe 22 (autorisation de déroger aux quantités maximums fixées au tarif pharmaceutique officiel pour des corticostéroïdes) sont supprimés.

Art. 2. Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} juillet 1989.

Bruxelles, le 22 mai 1989.

Le fonctionnaire dirigeant,
(signé) Dr. J. Riga.

Le président,
(signé) R. Van Den Heuvel.

F. 89 — 1182

12 JUIN 1989. — Arrêté royal portant exécution de l'article 71, § 2, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, notamment l'article 71, § 2, modifié par la loi du 1^{er} août 1985;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés, rendu le 18 avril 1989;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que pour le bon fonctionnement du régime d'allocations familiales et en particulier pour assurer la continuité dans le paiement des allocations familiales, de nouvelles mesures doivent être prises;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

I. Dispositions introductives

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

a) « lois coordonnées » : les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

b) « organismes » : l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés, les caisses d'allocations familiales agréées en vertu des lois coordonnées ou les Caisses spéciales créées en vertu des articles 31 et 32 des lois coordonnées, l'Etat ainsi que les établissements publics qui sont tenus légalement d'accorder eux-mêmes les allocations familiales à leur personnel;

c) « brevet d'attributaire » : le document dont l'utilisation est rendue obligatoire en application de l'arrêté ministériel pris en exécution de l'article 71, § 3, des lois coordonnées.

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 89 — 1181

22 MEI 1989. — Verordening tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 december 1963 houdende verordening op de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering

Het Beheerscomité van de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Gelet op de wet van 9 augustus 1963 tot instelling van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid op artikel 12, 4°;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 1963 houdende verordening op de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, genomen ter uitvoering van artikel 152, § 1, van evengenoemde wet;

Na daarover te hebben beraadslaagd in zijn vergadering van 22 mei 1989,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 9bis, § 5, van hoofdstuk VIIbis van het koninklijk besluit van 24 december 1963, houdende verordening op de geneeskundige verstrekkingen inzake ziekte- en invaliditeitsverzekering, en bijlage 22 (toestemming om af te wijken van de maximumhoeveelheden welke voor corticosteroiden in het officieel farmaceutisch tarief zijn vastgesteld) worden geschrapt.

Art. 2. Deze verordening treedt in werking op 1 juli 1989.

Brussel, 22 mei 1989.

De leidend ambtenaar,
(get.) Dr. J. Riga.

De voorzitter,
(get.) R. Van Den Heuvel.

N. 89 — 1182

12 JUNI 1989. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 71, § 2, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, inzonderheid op artikel 71, § 2, gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1985;

Gelet op het advies dat het Beheerscomité van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers heeft uitgebracht op 18 april 1989;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat met het oog op de goede werking van de kinderbijslagregeling en in het bijzonder om de regelmatige uitkering van de kinderbijslag te waarborgen, nieuwe maatregelen dienen te worden genomen;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

I. Inleidende bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

a) « samengeordende wetten » : de wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

b) « instellingen » : de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers, de op grond van de samengeordende wetten erkende kinderbijslagfondsen of de op grond van artikel 31 en 32 van de samengeordende wetten opgerichte bijzondere fondsen, de Staat en de overheidsinstellingen die er wettelijk toe verplicht zijn zelf de kinderbijslag uit te keren aan hun personeel;

c) « brevet van rechthebbende » : het document waarvan het gebruik verplicht is gesteld door het ministerieel besluit getroffen ter uitvoering van artikel 71, § 3, van de samengeordende wetten.

Art. 2. § 1^{er}. Les organismes saisis d'une demande d'allocations familiales sont tenus d'instruire le droit à celles-ci dans les plus brefs délais.

§ 2. Ces organismes sont tenus de payer les prestations familiales à titre provisionnel, notamment dans le cas énumérés et selon les modalités imposées au présent arrêté, en faveur des enfants bénéficiaires résidant en Belgique.

Art. 3. § 1^{er}. L'organisme qui cesse d'être compétent, sans qu'il y ait extinction du droit aux allocations familiales, est tenu d'en notifier immédiatement le motif à l'allocataire au sens des articles 69 et 70 des lois coordonnées, en utilisant à cette fin un modèle arrêté par l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés. Il prend simultanément toutes mesures en vue d'accorder des allocations familiales à titre provisionnel.

§ 2. Le bénéfice du paiement à titre provisionnel est accordé pendant la durée de l'instruction du droit aux allocations familiales dans les cas prévus aux articles 4, 5, 6, § 3, 7 et 8. Ce paiement est toutefois limité aux périodes déterminées par l'article 6, §§ 1^{er} et 2, et par l'article 9 dans les cas qui y sont prévus.

Si le droit aux allocations familiales à titre provisionnel relève de la compétence de plusieurs organismes successivement pendant la période prévue au présent paragraphe, l'organisme qui a cessé d'être compétent en premier lieu poursuit son intervention avec le concours des autres organismes.

§ 3. Les allocations familiales sont accordées à titre provisionnel aux taux prévus par les articles 40 et 42 des lois coordonnées, majorés, éventuellement, des suppléments prévus à l'article 44 de ces mêmes lois; le supplément prévu à l'article 47 et les taux visés par les articles 42bis, 50bis et 50ter de ces mêmes lois peuvent être accordés lorsque le droit au bénéfice de ces taux est établi.

§ 4. Le paiement des allocations familiales à titre provisionnel :

— prend fin en cas d'extinction du droit aux allocations familiales ou lorsque l'organisme compétent a instruit le droit; dans ce dernier cas, des dispositions doivent toutefois être prises de concert par les organismes concernés en vue d'éviter une interruption de l'octroi mensuel des allocations familiales lors du changement d'organisme;

— est suspendu si l'instruction du droit aux allocations familiales est retardée en raison de la négligence du demandeur d'allocations familiales.

II. Paiement à titre provisionnel à l'occasion de la fixation du premier droit

Art. 4. § 1^{er}. L'organisme qui est saisi d'une demande pour la fixation du premier droit d'un attributaire, est tenu de payer à titre provisionnel des prestations familiales lorsqu'il est en possession :

— d'une demande dont le modèle est fixé par l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés;

— d'un extrait du registre de la population ou du registre des étrangers, mentionnant la composition du ménage dont font partie les enfants bénéficiaires d'allocations familiales.

§ 2. Lorsque des données recueillies, il apparaît que l'organisme n'est pas compétent, il est tenu de transférer incessamment la demande et les documents déjà recueillis à l'organisme compétent, sans qu'il soit dispensé des obligations prévues à l'article 3, § 2, sauf accord de l'organisme compétent dans la mesure où ce dernier est à même d'éviter une interruption de l'octroi mensuel des allocations familiales.

III. Continuation du paiement des allocations familiales par le même organisme

A. Continuation du paiement lors de changement d'attributaire.

Art. 5. En cas de changement d'attributaire et sous réserve de ce qui est déterminé dans l'article 9, l'organisme continue à payer à titre provisionnel les prestations familiales du chef de son attributaire.

La même obligation lui incombe lorsque le droit doit être fixé par priorité du chef d'un autre attributaire qui peut également faire valoir des droits auprès de lui.

B. Continuation du paiement dans le chef du même attributaire.

Art. 6. § 1^{er}. L'organisme continue à payer les prestations familiales à titre provisionnel pour chaque mois du trimestre civil, sans attendre les déclarations concernant les journées de travail et les journées assimilées en vertu de l'article 41 des lois coordonnées.

§ 2. Si la déclaration visée au § 1^{er} manque ou est incomplète pour le dernier mois du trimestre civil, l'organisme continue à payer les allocations familiales à titre provisionnel pour le premier mois du trimestre civil suivant.

Art. 2. § 1. Instellingen die een aanvraag om kinderbijslag ontvangen zijn verplicht het recht op kinderbijslag zo spoedig mogelijk te onderzoeken.

§ 2. Die instellingen dienen de gezinsbijslagen provisioneel te betalen, met name in de hierna opgesomde gevallen en volgens de in dit besluit opgelegde regels, voor in België verblijvende rechtgevendende kinderen.

Art. 3. § 1. Een instelling die niet langer bevoegd is zonder dat daarom het recht op kinderbijslag is vervallen, dient dadelijk de reden daarvan mede te delen aan de persoon die conform de artikelen 69 en 70 van de samengeordende wetten de bijslagtrekkende is, aan de hand van een door de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers bepaald formulier. Zij doet tegelijkertijd al het nodige met het oog op de provisionele uitkering van de kinderbijslag.

§ 2. Het voordeel van de provisionele uitkering wordt in de artikelen 4, 5, 6, § 3, 7 en 8 bedoelde gevallen verleend voor de duur van het onderzoek naar het recht op kinderbijslag. Die uitkering is evenwel beperkt tot de in artikel 6, §§ 1 en 2 en in artikel 9 bepaalde periodes, in de aldaar bedoelde gevallen.

Zo tijdens de in deze paragraaf bepaalde periodes achtereenvolgens verschillende instellingen bevoegd zijn inzake het recht op provisionele uitkering van de kinderbijslag, gaat de instelling die het eerst niet langer bevoegd was door met de uitkeringen, met de medewerking van de andere instellingen.

§ 3. De kinderbijslag wordt provisioneel uitgekeerd tegen de bij de artikelen 40 en 42 van de samengeordende wetten bepaalde bedragen eventueel verhoogd met de in artikel 44 van dezelfde wetten bepaalde bijslagen; de in artikel 47 bepaalde bijslagen en de bij de artikelen 42bis, 50bis en 50ter van dezelfde wetten bedoelde bedragen mogen worden verleend wanneer het recht op die bedragen is vastgesteld.

§ 4. De provisionele uitkering van de kinderbijslag :

— wordt stopgezet bij verval van het recht op kinderbijslag of wanneer de bevoegde instelling het recht heeft onderzocht; in het laatste geval dienen de betrokken instellingen in overleg met elkaar maatregelen te nemen om te voorkomen dat bij verandering van instelling de maandelijks uitkering van de kinderbijslag wordt onderbroken;

— wordt geschorst zo het onderzoek naar het recht op kinderbijslag vertraging oploopt door verzuim vanwege de aanvrager van de kinderbijslag.

II. Voorlopige uitkering bij de vaststelling van een eerste recht

Art. 4. § 1. Een instelling die een aanvraag ontvangt voor de vaststelling van een eerste recht van een rechthebbende, is verplicht provisioneel gezinsbijslagen te betalen zo zij in het bezit is :

— van een aanvraag waarvan het model bepaald is door de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers;

— van een uittreksel uit het bevolkingsregister of het vreemdelingenregister dat de samenstelling vermeldt van het gezin waarvan de op kinderbijslag rechtgevendende kinderen deel uitmaken.

§ 2. Zo uit de ingezamelde gegevens blijkt dat de instelling niet bevoegd is, dient zij dadelijk de aanvraag en de reeds ontvangen documenten door te sturen naar de bevoegde instelling, zonder dat zij daarom ontslagen is van de in artikel 3, § 2, bepaalde verplichtingen, tenzij met de instemming van de bevoegde instelling voor zover deze laatste in staat is te voorkomen dat de maandelijks uitkering van de kinderbijslag wordt onderbroken.

III. Doorbetaling van de kinderbijslag voor dezelfde instelling

A. Doorbetaling bij verandering van rechthebbende.

Art. 5. Bij verandering van rechthebbende en onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 9, gaan de instellingen door met het provisioneel betalen van gezinsbijslagen uit hoofde van hun rechthebbende.

Zij dienen hetzelfde te doen wanneer een voorrangrecht moet worden vastgesteld uit hoofde van een andere rechthebbende die ook rechten kan doen gelden bij hen.

B. Doorbetaling uit hoofde van dezelfde rechthebbende.

Art. 6. § 1. De instelling gaat door met het provisioneel betalen van de gezinsbijslagen voor elke maand van het kalenderkwartaal, zonder de aangiften aangaande de arbeidsdagen en de daarmee op grond van artikel 41 van de samengeordende wetten gelijkgestelde dagen af te wachten.

§ 2. Zo de in § 1 bedoelde aangifte voor de laatste maand van het kalenderkwartaal ontbreekt of onvolledig is, gaat de instelling door met het provisioneel uitkeren van de kinderbijslag voor de eerste maand van het volgende kalenderkwartaal.

§ 3. Si l'attributaire change d'employeur, l'organisme qui cesse d'être compétent et celui qui le devient sont tenus de prendre immédiatement toutes dispositions de concert en vue d'éviter une interruption des paiements mensuels, éventuellement après avoir interrogé le travailleur.

En attendant, l'organisme qui cesse d'être compétent octroie les allocations familiales à titre provisionnel jusqu'à la date d'établissement du nouveau droit.

Art. 7. Lorsqu'un organisme est informé qu'un attributaire est pensionné, il continue à payer les prestations familiales à titre provisionnel; il effectue un examen à propos du droit aux prestations familiales et examine l'existence du droit aux allocations familiales en vertu de l'article 57 des lois coordonnées.

C. Continuation du paiement en cas de décès.

Art. 8. En cas de décès d'un des parents d'un enfant bénéficiaire, l'organisme qui accordait les prestations familiales au moment du décès continue à payer ces prestations, à condition qu'il soit en possession d'un extrait de l'acte du décès et d'un extrait d'acte de naissance des enfants, en attendant qu'il fixe ou que l'organisme devenu compétent fixe le droit aux allocations d'orphelins; toutefois, si l'organisme précité n'est pas l'organisme d'un des parents, celui-ci ne paie qu'à condition que la personne du chef de qui, au moment de décès, les allocations familiales étaient accordées, conserve la qualité d'attributaire.

D. Continuation du paiement en l'absence des attestations ou formulaires périodiques.

Art. 9. L'organisme continue à payer les allocations familiales à titre provisionnel pour le mois civil suivant celui dans lequel il a demandé des attestations ou formulaires périodiques devant confirmer la qualité d'enfant bénéficiaire, d'allocataire ou d'attributaire.

IV. Dispositions générales

Art. 10. En cas de contestation quant à la législation applicable à l'organisme appelé à octroyer les prestations familiales, l'organisme qui paie à ce moment les prestations familiales ou, si des prestations familiales ne sont pas encore payées, l'organisme auprès duquel la demande de prestations familiales a été introduite en premier lieu, paie les prestations familiales à titre provisionnel jusqu'à ce que la contestation soit aplanie.

Pour l'application du présent article, les organismes du régime d'allocations familiales des indépendants sont assimilés aux organismes visés à l'article 1^{er}, b).

Art. 11. L'organisme qui reçoit une demande de prestations familiales et qui constate que plus de six mois civils se sont écoulés entre la date du début de sa compétence et la date depuis laquelle des prestations familiales ont été payées en dernier lieu en application de l'article 71, § 1^{er} ou de l'article 36, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants, est tenu d'appliquer les dispositions de l'article 4 du présent arrêté.

Le même article doit également être appliqué lorsque, en dernier lieu, des prestations familiales ont été payées en vertu d'autres dispositions légales ou réglementaires belges ou étrangères ou en vertu de régles applicables au personnel d'une institution de droit international public.

Art. 12. Lorsque des prestations familiales ont été payées, en vertu du présent arrêté, à titre provisionnel par un organisme en lieu et place d'un autre organisme, la régularisation des comptes se fait entre ces organismes, sauf en ce qui concerne les prestations familiales payées par et pour le compte de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés, des Caisse agréées en vertu des lois coordonnées et des Caisse spéciales créées en vertu de l'article 31 des lois coordonnées.

Art. 13. L'arrêté royal du 12 août 1985 portant exécution de l'article 71, § 2, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés est abrogé.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 1989.

Art. 15. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 juin 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre des Affaires sociales,
Ph. BUSQUIN

§ 3. Zo een rechthebbende van werkgever verandert, dienen de instelling die niet langer bevoegd is en die waarop de bevoegdheid overgaat dadelijk in overleg met elkaar al het nodige te doen om te voorkomen dat de maandelijkse uitkeringen worden onderbroken, eventueel na raadpleging van de werknemer.

Intussen keert de instelling die niet langer bevoegd is provisioneel de kinderbijslag uit, tot wanneer het nieuwe recht is vastgesteld.

Art. 7. Wanneer een instelling verneemt dat een rechthebbende gepensioneerd is, betaalt zij verder provisioneel de gezinsbijslagen; zij doet een onderzoek naar het recht op gezinsbijslagen en gaat na of er een recht bestaat op kinderbijslag op grond van artikel 57 van de samengeordende wetten.

C. Doorbetaling van overlijden.

Art. 8. Bij overlijden van één van de ouders van een rechtgevend kind gaat de instelling die de gezinsbijslagen verleende op het tijdstip van het overlijden daarmee door, op voorwaarde dat zij in het bezit is van een uittreksel uit de overlijdensakte en van een uittreksel uit de geboorteakte van de kinderen, in afwachting van de vaststelling van de wezenbijslag door haarzelf of door de instelling waarop de bevoegdheid is overgegaan; indien de voormelde instelling evenwel niet de instelling is van een van de ouders, keert zij alleen uit op voorwaarde dat de persoon uit hoofde van wie de kinderbijslag op het tijdstip van het overlijden werd verleend, zijn hoedanigheid van rechthebbende behoudt.

D. Doorbetaling wanneer attesten of periodieke formulieren ontbreken.

Art. 9. De instelling keert verder provisioneel de kinderbijslag uit over de kalendermaand na die waarin zij om attesten of periodieke formulieren heeft verzocht die de hoedanigheid van rechtgevend kind, bijslagtrekkende of rechthebbende moeten bevestigen.

IV. Algemene bepalingen

Art. 10. Bij betwisting inzake de wettelijke regeling die van toepassing is op de instelling die de gezinsbijslagen dient te verlenen, betaalt de instelling die op dat ogenblik reeds gezinsbijslagen betaalt of indien de gezinsbijslagen nog niet werden uitbetaald, de instelling waarbij de aanvraag om gezinsbijslagen het eerst is ingediend, provisioneel de gezinsbijslagen uit, tot het geschil is opgelost.

Voor de toepassing van dit artikel worden de instellingen van de kinderbijslagregeling voor zelfstandigen gelijkgesteld met de in artikel 1, b), bedoelde instellingen.

Art. 11. Een instelling die een aanvraag om gezinsbijslagen ontvangt en die vaststelt dat meer dan zes kalendermaanden verlopen zijn tussen de datum waarop zij bevoegd werd en de datum vanaf wanneer de gezinsbijslagen laatst zijn betaald op grond van artikel 71, § 1, van de samengeordende wetten of van artikel 36, § 1, van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen, dient het bepaalde in artikel 4 van dit besluit toe te passen.

Hetzelfde artikel is ook van toepassing zo de gezinsbijslagen laatst zijn betaald op grond van andere Belgische of buitenlandse wettelijke of reglementaire bepalingen of op grond van de regels geldend voor het personeel van een instelling naar internationaal publiek recht.

Art. 12. Zo een instelling op grond van dit besluit provisioneel gezinsbijslagen heeft betaald in de plaats van een andere instelling, vindt tussen deze instellingen regularisatie plaats, tenzij het gaat om gezinsbijslagen betaald door of voor rekening van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers, van kinderbijslagfondsen erkend krachtens de samengeordende wetten en van de bijzondere kinderbijslagfondsen opgericht krachtens artikel 31 van de samengeordende wetten.

Art. 13. Het koninklijk besluit van 12 augustus 1985 tot uitvoering van artikel 71, § 2, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders wordt opgeheven.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 1989.

Art. 15. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 juni 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Sociale Zaken,
Ph. BUSQUIN